



**HAL**  
open science

## Quels enjeux pour les nouveaux imaginaires du féminin ?

Sara Calderón

► **To cite this version:**

Sara Calderón. Quels enjeux pour les nouveaux imaginaires du féminin ?. Nouveaux Imaginaires du Féminin, Sara Calderon ; Marc Marti ; Florence Salanouve, Sep 2017, Nice, France. hal-01665777

**HAL Id: hal-01665777**

**<https://hal.science/hal-01665777v1>**

Submitted on 16 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

---

## Quels enjeux pour les nouveaux imaginaires du féminin ?

---

Sara Calderon, maîtresse de conférence, université de Nice, LIRCES (Laboratoire Interdisciplinaire Recits, Cultures et Sociétés), [sara.calderon@unice.fr](mailto:sara.calderon@unice.fr)

**Résumé :** Les représentations sociales jouent un rôle fondamental dans la façon dont nous envisageons le monde et les autres. Il s'agit ici d'examiner le rôle que ces représentations jouent dans la condition des femmes aujourd'hui, et comment l'évolution de celle-ci peut se concevoir comme située au sein d'une dialectique discursive sous-tendue par des enjeux d'hétérodésignation et d'autodésignation. Il s'agit également d'examiner quelles sont les futures évolutions que ces représentations peuvent déterminer.

**Mots-clés :** représentations sociales – féminin - genre

---

Ce volume se propose d'étudier la part des représentations sociales dans les possibilités d'émancipation des femmes ou, au contraire, dans le renouvellement des rôles hétérosexués traditionnels. Il s'agit également d'y examiner les déplacements que l'expression autonome des femmes, qu'elle porte leur expérience du monde ou bien une subversion volontaire, a pu introduire et introduit toujours dans ces représentations pour conduire à l'état actuel de nos sociétés.

L'importance des représentations sociales en tant qu'éléments structurants de ce social, jouant un rôle tant dans sa gestation que dans sa perpétuation, a été signalée depuis plusieurs courants de pensée. Évoquer brièvement deux perspectives permettra de poser les enjeux qui peuvent sous-tendre la question des imaginaires sociaux tant pour ce qui est de l'émancipation féminine que pour l'affranchissement des identités genrées du carcan hétéronormatif.

Nous évoquerons donc ces deux perspectives, qui se constituent pour nous en cadre théorique. Puis nous examinerons l'évolution du féminisme, envisagé comme processus historique se développant à l'intérieur de la culture et des sociétés occidentales pour se constituer en vecteur d'évolution sociale. Finalement, nous nous

pencherons sur les enjeux que sous-tend aujourd'hui la question des représentations sociales du féminin, et sur la façon dont ce colloque peut participer à la réflexion que leur devenir nous semble nécessiter.

### **La société : une construction de signifiés**

Un premier horizon est celui provenant de la pensée marxiste énoncé par Cornelius Castoriadis dans *L'institution imaginaire de la société*. Dans cet essai désormais canonique, l'intellectuel distinguait la division qui s'opérait entre l'aspect social et la dimension psychique des imaginaires. Si le premier constitue le cadre représentatif qui façonne et forme l'individu ainsi que sa vision du monde, la deuxième conforme l'espace d'adaptation et d'inflexion individuelle de ce cadre. Castoriadis caractérisait l'imaginaire social comme à la fois un et multiple. En ce sens, il employait pour le définir la métaphore du magma.

L'imaginaire social donne pour Castoriadis existence à la société elle-même, mais il recèle aussi en lui la possibilité de son évolution, donc de l'historicisation. Cette possibilité réside dans l'éventuelle émergence de l'altérité au sein du magma lui-même, une altérité qui représente un écart par rapport à ce qui existe. En effet, pour Castoriadis, le noyau de l'imaginaire social se trouve dans les significations centrales qui le composent. Le rôle de celles-ci consiste à « être, pour une société donnée, la co-appartenance d'objets, d'actes, d'individus en apparence les plus hétéroclites » (487). Il les définit comme « ce moyennant et à partir de quoi les individus sont formés comme individus sociaux, pouvant participer au faire et au représenter/dire social » (489), ce qui fait d'elles l'assise même de toute société telle qu'elle se présente. De ce fait, Castoriadis conceptualise les significations centrales comme étant liées à d'autres significations secondaires. D'un changement dans ces significations centrales peut donc découler une évolution de l'ensemble, le changement se répercutant, par le biais des significations secondaires, dans tous les aspects de la vie quotidienne, depuis l'organisation de la société jusqu'aux identités, la façon d'envisager le réel ou aux interactions entre individus et entre l'individu et le monde.

Un deuxième horizon, qui rejoint curieusement le premier même s'il vient d'un tout autre courant de pensée, est celui énoncé par Judith Butler. L'influence de Michel Foucault sur les études de genre, et sur Judith Butler est bien connue. Entre autres,

l'idée du biopouvoir en tant qu'instance régulatrice s'exerçant sur le social marque clairement ce courant de pensée. En effet, rappelons que, pour Foucault, le pouvoir n'agissait pas sur un sujet préexistant, mais constituait ce sujet, qui devenait tel précisément du fait d'être régulé. Le pouvoir réprime ainsi le sujet en même temps qu'il le produit. Influencée par cette perspective, Butler considère dès *Trouble dans le genre* (1990) que les dispositifs de genre forment le sujet pour le rendre socialement intelligible. En ce sens, ils participent à structurer le monde et le social. Au-delà du dispositif qui produit et normalise le masculin et le féminin, c'est à tout ce qui échappe à ce binarisme que le genre préside donc également. Il s'inscrit dans les pratiques sociales et constitue « une forme de pouvoir social qui produit le champ intelligible des sujets et un dispositif par lequel la binarité du genre est instituée. En tant que norme indépendante des pratiques qu'elle gouverne, son idéalité est l'effet réinstitué de ces pratiques mêmes » (65).

Bien que le genre s'inscrive dans les pratiques, il possède également une idéalité qui ne peut être remise en question. C'est le clivage qui s'opère entre une norme et son incorporation. Le genre est en effet une norme qui pour Butler n'est jamais extérieure à son champ d'application, mais responsable de la production de celui-ci, tout en se produisant elle-même en lui dans un même mouvement (69).

Il émerge ainsi de ces deux conceptualisations, formulées comme on l'a dit depuis deux horizons différents, la façon dont la signification sociale peut receler tout aussi bien les possibilités d'émancipation que celles de reproduction statique de la norme. Les conceptualisations de Foucault concernant le pouvoir sont séparées de celles du marxisme entre autres par la question de l'existence d'une extériorité à ce pouvoir. Mais Castoriadis récuse justement l'excessif déterminisme postulé par la théorie marxiste, précisant bien qu'il n'y a pas de lieu ni de point de vue extérieur à la Société et à l'Histoire (1975 : 8). Suivant ses conceptions, les significations sociales participent bien par ailleurs à la production du pouvoir et des rapports de pouvoir, la condition *sine qua non* des sociétés capitalistes étant également pour lui de produire des « individus capitalistes » (Castoriadis, 1975 : 479). De ce fait, c'est bien autour de l'infléchissement des significations sociales structurantes que, depuis les deux horizons, on peut situer les possibilités d'une évolution du social.

## **Subversions féministes**

Bien que les conditions masculine et féminine varient suivant les cultures, la plupart des sociétés de la planète étant patriarcales, la subordination des femmes constitue une quasi constante, sujette à de multiples déclinaisons. Les moyens par lesquels le discours patriarcal a institué la subordination des femmes sont multiples également. Par ailleurs cette subordination a été étayée tout au long de l'histoire par des argumentaires variés, qui vont depuis la justification religieuse jusqu'à la naturalisation puis la pseudoscientificité. En Occident, ce sont les théories et les pratiques féministes, portées par des femmes et par des hommes, qui ont fait évoluer dans l'histoire la condition féminine. Elles ont également infléchi les imaginaires, parfois en ayant recours de façon volontaire à des pratiques d'autodésignation et de subversion.

C'est ainsi qu'il est possible de concevoir l'évolution de la condition des femmes comme également située au milieu d'un affrontement de discours et de pratiques qui traversent l'histoire. Si le féminisme est un mouvement qui s'est certes battu pour les droits, il a ainsi également posé un discours qui affronte et infléchit le discours hégémonique patriarcal. Pour prendre un peu mieux la mesure de la dialectique entre les avancées et les reculs de la condition féminine et de l'impact qu'ont pu avoir sur elle les imaginaires sociaux, il est donc peut-être bon de se pencher brièvement sur la naissance et l'évolution du féminisme.

Comme toutes les évolutions sociales significatives, celle de la condition des femmes s'est faite lentement. Elle n'est pas homogène mais plutôt faite, comme on l'a dit, de constants va-et-vient entre des mouvements d'avancée et de régression. La pensée et la pratique féministes constituent une des clés des avancées qui, comme c'est souvent le cas, en particulier pour ce qui concerne les sujets subalternisés, ont émané de la société civile bien avant de conquérir l'institution.

De façon générale, on s'accorde à périodiser en trois vagues l'histoire du féminisme, chacune ayant joué un rôle dans l'évolution vers la condition qui est aujourd'hui celle des femmes en Occident. Nous nous appuyons pour les ébaucher sur les travaux effectués par Nuria Varela, journaliste et directrice du cabinet de la ministre Bibiana Aído au Ministère de l'Égalité entre 2008 et 2010, ainsi que par la philosophe Amelia Valcárcel.

Bien que l'on puisse noter dès la Renaissance des prédécesseurs comme l'œuvre de Christine de Pizan, le féminisme naît en tant que courant de pensée au XVIII, de la pensée des Lumières. En effet, c'est l'émergence de catégories comme celle d'universel qui mène les femmes d'une part à dresser le constat de leur exclusion de la notion même d'être humain et de la sphère des droits qui lui sont associés ; d'autre part à s'approprier les outils conceptuels nécessaires à une première argumentation de leur cause. Les revendications de ce premier féminisme se situaient autour du droit à l'éducation, droit au travail, droits matrimoniaux et de la famille, droit de vote. On peut compter parmi les premiers auteurs des hommes, comme Poullain de la Barre (1671, *Traité de l'égalité des sexes*), et deux femmes qui font aujourd'hui figure de pionnières : Olympe de Gouges (*Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, 1791) et Mary Wollestonecraft (*Vindication des droits des femmes*, 1759). Si ces deux femmes choquèrent à leur époque par leur vie et leurs propos, elles posèrent également les premiers jalons conceptuels, qui furent parfois d'une étonnante modernité. Nuria Varela signale ainsi à juste titre que l'œuvre de Wollestonecraft recèle en germe tant le concept de genre que l'idée de discrimination positive (40).

Le féminisme des Lumières fut celui de la première vague, il affirma l'égalité entre les hommes et les femmes, remit en question la domination masculine, identifia la subordination féminine comme construction, mit à jour les mécanismes qui y présidaient et ébaucha des stratégies d'émancipation. Bien entendu, ces formulations, subversives pour l'ordre établi, ne furent pas sans susciter de réactions patriarcales. Des intellectuels de premier ordre se sont ainsi également mis à théoriser à la même époque l'infériorité des femmes. Alors que la pensée religieuse avait perdu son autorité, ils la basèrent non plus sur le péché, mais sur la naturalisation et la hiérarchisation de la différence. On peut compter parmi ceux qui exercèrent une influence plus décisive Jean Jacques Rousseau, qui voyait dans la sujétion et l'exclusion des femmes une nécessité. Sur le plan des droits politiques, si les femmes en sont exclues dès 1793, en 1810 le Code Napoléon entérine une situation de minorité civile perpétuelle pour les femmes, que l'article consacré au mariage assujettit complètement à leur mari.

Si le féminisme naît des Lumières, son rejet en est donc issu également. Bien que la réaction patriarcale fût très dure, le code Napoléon reléguant les femmes au statut de mineures à vie, la situation n'en était pas moins définitivement changée. Non seulement

le pouvoir des hommes sur les femmes avait été pour la première fois envisagé et énoncé comme privilège -Wollestoncraft a été la première à le faire, selon Amélia Valcarcel (*Feminismo...* : 20)-, mais en outre les femmes disposaient désormais d'une expérience politique qui leur était propre, issue de leurs mobilisations durant la période révolutionnaire.

C'est sans aucun doute la question du droit de vote qui incarne le plus dans les esprits la deuxième vague du féminisme. En effet, l'obtention de ce droit suscita dès le milieu du XIXe siècle et jusqu'au début du XXe d'importantes mobilisations chez les femmes en Angleterre et aux États-Unis, ainsi que des affrontements avec les autorités. Aux États Unis, la Déclaration de Seneca Falls, formulée dès 1848, constitue à la fois le texte fondateur du suffragisme américain et l'un des premiers programmes politiques féministes. Il donne par ailleurs naissance au premier mouvement politique de femmes. Les mobilisations pour obtenir le droit de vote, qui aux États-Unis se prolongèrent entre 1848 et 1920, permirent aux femmes d'améliorer leur capacité à s'organiser et à mettre en place bon nombre des méthodes de lutte civique que l'on utilise encore de nos jours, comme le signale la philosophe espagnole Amelia Valcárcel (*Feminismo...* : 89). En effet, le suffragisme fut forcé d'interpeller le pouvoir depuis l'extérieur, ce qui le poussa à mettre en place nombre d'actions susceptibles d'attirer l'attention sur sa cause, pratiquement toujours avec une vocation non-violente. Les manifestations, l'interruption systématique des orateurs, les grèves de la faim, les chaînes humaines... font ainsi partie des techniques habituelles. Le suffragisme anglais s'étend quant à lui sur un laps de temps similaire, entre 1832 et 1917. Il partage avec le suffragisme américain les techniques, mais dispose d'une plus forte capacité à théoriser, grâce au couple intellectuel formé par John Stuart Mill et Harriet Taylor. En effet, John Stuart Mill est passé à l'histoire pour le féminisme comme un des premiers alliés politiques de la cause des femmes, car sa condition de parlementaire lui permit de servir celle-ci tant sur le plan politique que sur celui de la théorisation. Les réflexions partagées avec Harriet Taylor lui permettront en effet d'écrire *La sujétion de la femme* (1869), qui devint le livre de référence de tout le suffragisme et qui affirme la condition des femmes comme individus libres.

Outre le suffragisme, la deuxième vague du féminisme voit aussi l'amorce d'une certaine diversification des discours, qui ne fera que s'affirmer par la suite. D'une part la

superposition d'oppressions, que Crenshaw conceptualisera dans le contexte de la troisième vague, avec la notion d'intersectionnalité, fait une première apparition sur la scène avec la personne de l'ancienne esclave Sojourner Truth et son célèbre discours « Ne suis-je pas une femme ? » (1851), destiné à exposer le vécu d'oppression des femmes Noires. D'autre part, les différentes idéologies ouvrières produisent également leurs premières figures de théoriciennes et d'activistes féministes. Venant de l'horizon du communisme, Clara Zetkin et Alexandra Kollontai<sup>1</sup> s'attachèrent à défendre les intérêts des femmes ouvrières, posant les jalons d'un féminisme de classe. D'autre part, Emma Goldman mêle inextricablement dans sa pensée féminisme et anarchisme. Tant Goldman que Kollontai feront leurs certaines des problématiques qui seront centrales pour la troisième vague, car elles posent toutes deux différemment la question sexuelle comme inextricablement liée à l'oppression des femmes.

*Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, devenu depuis son écriture en 1949 une œuvre majeure du féminisme du XXe siècle, se situe tant pour Amelia Valcarcel que pour Nuria Varela un peu entre les deux dernières vagues. Bien que l'auteure ne se soit pas pensée elle-même comme féministe en l'écrivant, il ne fait pas de doute que son essai donna un souffle nouveau à ce mouvement, alors même que la fin de la deuxième guerre mondiale avait opéré un retour au foyer et à des valeurs conservatrices pour toutes les femmes. *Le deuxième sexe* expose de façon exhaustive la condition féminine et pose de nombreux thèmes et problématiques qui seront traités par la suite par la pensée féministe. La théorie selon laquelle la femme a toujours été considérée « l'autre » de l'homme, alors que celui-ci est envisagé comme mesure du monde, est primordiale dans l'essai. Sa célèbre maxime « On ne naît pas femme, on le devient » synthétise également l'idée des rôles genrés comme construction sociale. Elle constituera une des bases des futures théorisations sur le genre.

La troisième vague s'étend depuis la fin de la deuxième guerre mondiale à nos jours. A la fin du conflit sévit une nouvelle phase de réaction, qui préside à un retour des femmes aux foyers et à l'émergence d'une production discursive vantant les mérites du dévouement au foyer et à la famille. Ces conditions de vie produisent à terme chez des

---

<sup>1</sup> Pour Varela *La femme nouvelle* (inspiré de Marx et de l'homme nouveau) s'approche du féminisme radical des années 70 en ce sens qu'elle théorise l'amour libre, l'égalité salariale, la légalisation de l'avortement, la socialisation du travail domestique et une autre approche de la sexualité pour les femmes (77-78).



jeunes femmes très formées une aliénation qui va jusqu'à faire augmenter les problèmes psychologiques chez la population féminine. C'est cette construction que Betty Friedman nomme et met à mal dans son essai *La mystique de la féminité*, publié en 1963. Celui-ci devient vite un autre livre-charnière du féminisme. Bien que l'ouvrage n'analyse que les problèmes des femmes de la classe moyenne américaine, et qu'il ne présente ni une conceptualisation élaborée ni des propositions alternatives, il eut le mérite de dévoiler les raisons et les mécanismes du rôle oppressif qui avait été imposé aux femmes de beaucoup de pays.

Dans les années soixante, dans le sillage des protestations contre la guerre du Vietnam, des mouvements sociaux radicaux antiracistes, étudiants, pacifistes et féministes se fédèrent pour renouveler la gauche. Ils ont en commun leur critique radicale et leur caractère contre-culturel. C'est une nouvelle occasion pour les femmes de s'impliquer en politique. Elle signe aussi le début de leur organisation autonome, à la suite de la prise de conscience de leur mise à l'écart dans les organisations génériques. C'est le début du féminisme radical, que l'on peut situer entre la fin des années 60 et le milieu des années 70. Celui-ci fournit un intense travail critique et conceptuel, qui préside à la publication d'essais majeurs tels que le *Sexual politics. La politique du mâle* de Kate Millet, publié en 1969 et *La dialectique du sexe* de Sulamith Firestone publié en 1970. Ces œuvres définissent des concepts clés tels que le patriarcat, ou système de domination sexuelle qui détermine la subordination des femmes, ou le genre, ou construction sociale du féminin et du masculin.

L'intérêt que le féminisme radical porte à la question sexuelle marque une spécificité par rapport aux deux vagues précédentes. Il formule un discours critique à l'égard de la révolution sexuelle des années 60, qui a, pour beaucoup, opéré une métonymie dans la notion de sexualité, laquelle devient dans les faits la sexualité masculine, posant la base de nouveaux asservissements des femmes comme celui qui concerne la traite de personnes et pour beaucoup, l'univers prostitutionnel. D'autre part, le célèbre slogan « le privé est politique » met en lumière la façon dont des sphères de la vie jusque-là considérées privées participent également de la domination. Ce féminisme renouvelle également les pratiques : plusieurs grandes manifestations publiques sont ainsi organisées, des groupes de parole exclusivement destinés aux femmes et à leur prise de conscience sont créés et des centres alternatifs d'entraide sont mis en place. Aux

Etats-Unis et dans d'autres pays comme la France voit le jour dès 1968 le Mouvement de Libération des Femmes. Il sera l'instigateur d'une importante activité dans le sens de l'autonomisation des femmes, tant pour créer des espaces d'étude des questions les préoccupant que pour réinvestir les questions de santé et de gynécologie en dehors des chemins tracés par le patriarcat ou pour parer aux situations de violence, qui à l'époque restaient très peu visibles. Le féminisme radical permet ainsi de mettre en lumière les mécanismes de domination jusque-là encore légitimés sous couvert d'attributions naturelles. Il a recours également à de nombreuses pratiques de désobéissance civile. Tout cela infléchit radicalement la condition des femmes, avec des conquêtes notoires telles que le droit à la contraception et à l'avortement, ainsi que d'autres plus diffuses, mais très subversives sur le long terme, comme la conquête pour chacune d'une individualité et d'une identité propre.

En effet, la critique formulée par le féminisme radical pousse plus loin la diversification des discours amorcée par la deuxième vague. Celle-ci résulte de l'appropriation par différents collectifs de la pratique d'étudier l'expérience propre. Le féminisme culturel débouche ainsi sur le féminisme de la différence, très développé en France et en Italie. Celui-ci réinvestit la notion de différence, qui avait été utilisée pour légitimer la subordination, d'un sens nouveau. Il fait de celle-ci la base pour établir le programme de libération des femmes dans le cheminement vers une identité qui leur serait propre. Pour cette pensée, la différence ne doit pas être assimilable à une absence d'égalité. C'est au sein de ce mouvement que l'on peut situer des intellectuelles françaises de premier ordre, telles que Luce Irigaray ou Hélène Cixous, qui font toutes deux un travail important sur le plan de la subversion du langage. Les minorités sexuelles se mettent aussi à formuler leur propre discours, de même que les groupes subissant jusque-là des exclusions de race. Naît ainsi le *black feminism*, avec des figures de proue au niveau mondial telles qu'Angela Davis, que l'on pourrait situer à l'angle du féminisme marxiste et du *black feminism*.

Dans les combats du féminisme radical, comme dans ceux des féminismes qui en sont issus, l'art et la littérature deviennent également des terrains privilégiés de remise en question et d'expression qui participeront beaucoup, souvent sciemment, aux infléchissements des discours majoritaires.

Outre la diversification, le féminisme radical des années soixante débouche également à terme sur l'entrée du féminisme dans l'institution, par le biais des études réalisées sur la condition féminine dans l'entre-deux guerres et la création, dès 1946, de la Commission concernant le Statut des Femmes par les Nations Unies. Chaque pays a depuis développé des politiques destinées à améliorer la condition des femmes et à œuvrer pour leur émancipation. Des sommets mondiaux, comme la Conférence de Nairobi, qui eut lieu en 1985, ou celle de Pékin en 1995 marquèrent également un tournant dans l'autonomie des femmes à s'organiser et à fixer leurs propres objectifs. Bien que ce féminisme ait obtenu des conquêtes substantielles, il est dans l'actualité souvent remis en question depuis différents horizons, notamment celui des minorités sexuelles, des identités transgenre ainsi que des identités liées aux anciens horizons coloniaux. En effet, ces dernières lui reprochent souvent une forme de colonialité discursive et conceptuelle, dont les modalités font l'objet de très vifs débats.

D'autre part, les scandales et polémiques qui ont pu éclater ces dernières années au sein d'une organisation comme l'ONU, contribuent aussi à mettre en avant les limitations du féminisme institutionnel, qui souvent se trouve aux prises avec l'inertie androcentrée de l'institution sans tout à fait parvenir à l'enrayer. On peut ainsi penser au scandale généré par les abus sexuels commis par les casques bleus dans certains conflits comme le yougoslave ou les conflits africains et surtout à l'opacité qui a entouré l'élucidation des responsabilités. On peut penser également à la défaillance que suppose la difficulté évidente de voir enfin advenir une présidence féminine de l'ONU.

La diversification des discours féministes à laquelle donnent naissance les théorisations et les pratiques du féminisme radical est allée en grandissant depuis les années 70 et 80. Ainsi, la fin de la décennie et les années 90 voient se profiler des tournants majeurs. Dès 1988, l'œuvre de Gayatri Spivak *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, critique également envers l'approche marxiste, met en avant la question du fait colonial et la façon dont celui-ci s'est répercuté sur l'épistémologie, en ciblant néanmoins la question des femmes. Celles-ci apparaissent en effet soumises à une triple domination : coloniale, capitaliste, patriarcale. En 1990, Judith Butler publie son désormais canonique *Trouble dans le genre* qui suppose une critique radicale de toute la production féministe précédente. L'essai revendique en effet le manque de

représentativité du sujet féministe et la nécessaire fragmentation de celui-ci. Il est clé pour l'avènement du concept de *queer* et le postérieur développement des *queer studies*.

Bien que les premiers jalons dans ce qui sera conceptualisé comme écoféminisme soient posés dès 1962, avec le *Printemps silencieux* de Rachel Carson, celui-ci reçoit une impulsion définitive avec des auteurs comme Vandana Shiva, qui publie en 1993 l'essai *Ecoféminisme*, ou Wangari Maathai, toutes deux théoriciennes et activistes<sup>2</sup>. D'autres rejets du féminisme, bien qu'encore plus cantonnés aux pratiques qu'à la théorie sont le cyberféminisme ou le transféminisme.

D'autre part, la question qui a été posée de la colonialité du discours féministe le plus orthodoxe est de plus en plus formulée depuis différents horizons, avec l'essor d'essais arguant de la spécificité d'autres féminismes locaux, tels que les approches féministes de l'indigénisme politique en Amérique Latine ou le féminisme venant du monde islamique. La sociologue marocaine Fatima Mernissi récemment disparue constitue par exemple une des figures de proue de ce dernier, avec la publication, dès 1987, de l'essai *Le harem politique*, qui se livre à une réappropriation du message du prophète Mahomet. Bien que la question semble de toute évidence pertinente, il n'en demeure pas moins qu'une grande complexité semble se tisser autour d'elle. D'une part, l'existence dans des pays islamiques de féministes qui rejoignent des conceptions du corps ou de l'émancipation formulées par le discours du féminisme occidental est aussi une réalité. D'autre part, on assiste à une récupération partielle de ce discours par des secteurs proches de l'islamisme, avec par exemple un recrutement des jeunes filles pour le djihad fondé sur l'idée d'émancipation. La question de la décolonialité du discours féministe, qui se développe dans tous les pays de la périphérie, ainsi que dans une partie des secteurs des pays du centre économique, semble donc investie d'une complexité indéniable, qui semble devoir faire dans le futur l'objet de réflexions, dès lors qu'entrent en jeu le poids des religions de tradition patriarcale et les clivages géopolitiques suscités par l'impérialisme de l'Occident.

---

<sup>2</sup> Tandis que Vandana Shiva lance le mouvement Chipko, qui pousse ses activistes à prendre des arbres dans leur bras pour les sauver de la déforestation, Maathai est associée au mouvement de la Ceinture Verte. Celui-ci s'attache à planter des arbres et combine le développement communautaire et la protection de l'environnement.

## **Réaction patriarcale et actuels enjeux pour les imaginaires du féminin**

Bien que l'espace d'une communication soit trop court pour présenter de façon exhaustive les grandes femmes qui ont émaillé l'histoire du féminisme et les mouvements émancipatoires des femmes, ce qui a été exposé donne bien la mesure de la façon dont ces mouvements et les théorisations qui s'y associent ont pu éroder sur le long terme les conceptions patriarcales. Cela va d'une plus grande autonomie et un plus grand accès à des métiers et des positions sociales traditionnellement masculines, jusqu'à une autre façon de poser la maternité ou la sexualité, même si beaucoup de ces chantiers restent encore ouverts.

Peut-être faut-il maintenant préciser, si besoin est, que cela ne s'est pas fait sans réactions périodiques de retour de la misogynie. Nous avons évoqué le Code Napoléon qui a fait suite aux avancées des Lumières. Il est possible à présent d'ajouter que le mouvement suffragiste donna lieu également à une production abondante visant à stigmatiser et discréditer les suffragistes, avec un discours dont les lignes de force étaient l'agressivité, la monstruosité, le fantasme de castration ou la perte d'attrait sexuel : tous ces éléments mettant en avant et condamnant l'écart supposé avec le modèle canonique de féminité. De même, c'est encore un climat de réaction que dénonce Betty Friedman avec sa « mystique de la féminité », cette fois à la suite de la trop grande autonomie que les femmes avaient acquise durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Outre la question des droits juridiques, le combat pour l'émancipation des femmes est donc sous-tendu par la question vraisemblablement décisive des constructions sociales discursives et de représentation. Il nous semble qu'il est en ce sens également conceptualisable en termes d'une tension discursive, dans laquelle la question de l'hétéronomie ou de l'autodésignation constitue un enjeu crucial. Car ce qui est en jeu dans ces constructions n'est rien d'autre en effet que la place et le statut que la société donne aux femmes, ainsi que les horizons de vie que celles-ci se fixeront. Ce sont des constructions qui permettent de légitimer les pratiques et de fixer l'ordre du monde.

Comme le signalent de nombreuses penseuses féministes, notre époque est également celle d'une réaction. Les victoires obtenues par le féminisme radical, telles que le droit à l'avortement et la contraception, ou celles qui sont venues par la suite, avec la mise en place de mesures visant à obtenir la parité ou de cadres législatifs plus précis pour parer aux violences de genre, ont doté les femmes d'une autonomie inédite jusque-

là dans l'histoire. Cela a eu un impact dans tous les aspects du social, parmi lesquels les rapports qui s'établissent entre les hommes et les femmes, ou la façon même dont sont envisagées les femmes. Certains grands débats de notre temps concernant les femmes laissent ainsi poindre la question d'un retour à la subordination, voire à l'objectification des femmes.

L'imaginaire porté par la publicité, mais aussi par une pornographie *mainstream* qui est de plus en plus développée, sollicite ainsi souvent le fantasme de la femme objet, asservie et passive. Sur un plan plus concret, les deux grandes questions sociales que sont la prostitution et la GPA apparaissent sous-tendues également par la problématique de la fonction à se représenter le monde, et les femmes dans celui-ci, ce que la production audiovisuelle contribue à asseoir. Bien que ces questions ne soient pas tout à fait assimilables, on y constate des points de recoupement. Ils se situent au niveau de l'affrontement discursif qui se produit entre d'un côté la marchandisation des corps et de l'autre la prétendue liberté, voire l'empowerment, des femmes.

En effet, une des lignes argumentaires employées tant par l'industrie du sexe que par des secteurs du féminisme qui défendent la prostitution, c'est la supposée liberté des femmes qui l'exercent. L'argument ne parvient tout de même pas à rendre invisible des questions intimement associées à la prostitution, comme la traite de personnes. En effet, un rapport de l'ONU de 2012 estime que 80% des personnes victimes de traite sont acheminées vers la prostitution (Gómez, Pérez, Verdugo : 65). L'analyse des opposants à la prostitution est bien que celle-ci est en partie responsable de cet état de fait : non seulement sans demande il n'y aurait pas d'offre, mais par ailleurs, cette activité encourage bien de concevoir les femmes comme des marchandises. Cela est confirmé par le fait que les paramètres qui régissent le marché du sexe couplent de toute évidence ceux des divisions qu'opère le système capitaliste : un clivage centre-périphérie s'y dessine en effet au niveau planétaire de façon très visible, la « périphérie » économique fournissant des femmes à ce marché, tandis que le centre économique en fournit la plus grande partie de consommateurs. Si la domination patriarcale se double pour les femmes des économies périphériques d'une domination capitaliste accrue, ce même clivage risque fort de s'opérer pour la GPA, question sur laquelle le féminisme est toutefois moins divisé. Par ailleurs, marchandisation n'allant pas sans objectification,

l'impact que la normalisation dans les esprits de ces activités peut avoir sur les violences semble être, lui, bien réel.

Un autre aspect des enjeux sous-tendus par la question des imaginaires sociaux se situe en effet au niveau de ce qui ne peut pas ou peut difficilement être légiféré. Il en va ainsi des micro-violences comme le harcèlement de rue, qui dans des cas extrêmes peuvent en arriver à restreindre l'espace de circulation des femmes. Il en va aussi des grandes violences, soit parce qu'elles peuvent rester difficilement démontrables, comme les violences psychologiques, soit parce que la part que la conceptualisation prend, tant dans leur mise en place que dans la façon dont elles sont reçues par la victime ainsi que par l'opinion et l'institution, est trop grande.

Il est peut-être utile de rappeler brièvement quelques chiffres concernant les féminicides dans le couple : d'après la Banque Mondiale le viol et la violence de couple représentent pour les femmes entre 15 et 44 ans un plus grand risque que le cancer, la guerre et le paludisme réunis (Peyret). En 2014, 134 femmes sont décédées en France aux mains de leur conjoint ou ex conjoint (Morin). En 2015, 57 femmes sont décédées en Espagne aux mains de leur conjoint ou ex conjoint (Redacción El Mundo).

Le médecin espagnol Miguel Lorente a signalé de façon récurrente dans ses travaux la part que le schéma relationnel de complémentarité et hiérarchisation qui sous-tend le couple traditionnel revêt dans les violences de genre. La distribution de rôles de supériorité-infériorité serait ainsi décisive à plus d'un titre : d'une part en situant aux yeux de l'agresseur sa compagne en tant qu'objet de possession, elle permet que naisse chez lui la volonté de la contrôler et facilite qu'il mette en place les mécanismes pour y parvenir ; d'autre part, elle incite doublement la femme à minimiser ces violences, en particulier au début, et à les supporter à un double titre. Non seulement la fin d'une relation sentimentale reste encore socialement envisagée comme un échec plus particulièrement pour les femmes, mais en outre le fantasme de l'homme idéal ou prince charmant incitera celle-ci à penser que son compagnon redeviendra « bon » et qu'il a capacité à le faire. La gestation de la violence et sa réception, d'un côté comme d'un autre, sont donc informées par les représentations sociales. C'est cette même idée qu'énonce de façon très simple la formulation de la « Loi de mesures de protection intégrale contre les violences de genre » approuvée en Espagne en 2004 et qui avait contribué à poser la problématique de ce colloque : « une violence portée sur les femmes,

du fait même d'être des femmes, parce qu'elles sont considérées par leurs agresseurs comme dépourvues des droits fondamentaux que sont la liberté, le respect et la capacité de décision ». C'est donc bien la représentation en objet de possession et en termes d'infériorité que ce texte rend responsable en dernière instance de ces violences.

Cependant, les violences de genre débordent largement les violences au sein du couple. Il est possible d'affirmer que dans toutes la représentation sociale joue un rôle, puisque c'est l'écart par rapport à la norme qui en est en générale la source. D'autre part, la représentation sociale semble aussi avoir partie liée dans certaines des violences les plus emblématiques de notre temps et qui dans un nombre important de cas peuvent se trouver hybridées avec des violences de genre. Que ce soit dans les établissements scolaires ou dans l'entreprise, le *bullying* est malheureusement devenu un phénomène courant : en 2000, 30% des salariés français disaient en avoir subi une fois dans leur vie (Mercier). D'autre part, un rapport PISA élaboré pour l'OCDE en 2015 signale que dans les pays appartenant à l'organisation, deux élèves sur dix auraient subi un *bullying* une fois dans leur vie. Le pourcentage moyen d'élèves ayant subi des violences physiques est de 4%, tandis que celui des élèves ayant subi des violences verbales atteint 11% (PISA). Les études menées par la psychologue Marie-France Hirigoyen à propos du harcèlement moral montrent que, outre les cas précis d'individus pervers, celui-ci peut également être mis en place dans d'autres configurations. Il est alors dans bien des cas également en lien avec des représentations qui sont de l'ordre des rôles liés aux rapports de pouvoir. En cela, ces violences apparaissent également, de par leurs points de recoupement, comme un champ d'application des théories qui émergent du féminisme et des études de genre. Par ailleurs, les occurrences où ce type de violence s'entremêle à des violences de genre, semblent sujettes à une récurrence certaine en milieu scolaire<sup>3</sup>. Le fait que ces

---

<sup>3</sup> Parmi les cas qui dernièrement ont eu le plus de répercussion médiatique, cela apparaît dans celui de l'adolescente Marion Fraisse de façon assez évidente pour que le manque de signalement à ce propos laisse songeur. En effet, bien que le harcèlement qui pousse finalement Marion à se suicider en 2016 parte de multiples foyers, c'est bien le passif d'un premier harcèlement qui semble l'avoir désigné comme bouc émissaire de ses camarades. Or, celui-ci se met en place à la suite du rejet par Marion d'un garçon qui avait essayé de l'embrasser. C'est donc à la suite de la non acceptation d'un refus qui visiblement lui semblait inenvisageable que le garçon réussit à fédérer un premier groupe contre elle. La place de la représentation sociale de genre est ici évidente.



dernières semblent le plus souvent ne pas être perçues retarder à notre sens l'émergence de solutions permettant d'enrayer ce fléau.

Mais la question des représentations sociales ne se borne pas à toucher les individus, elle concerne également les institutions. Bien entendu, celles-ci sont tenues à la neutralité et elles s'y tiennent le plus souvent. Il n'en demeure pas moins que, lorsqu'il s'agit de violence de genre, des cas plus retentissants de par leur dénouement tragique laissent parfois deviner un autre iceberg que celui que forment les féminicides. En Espagne, le cas de Sara Calleja a été emblématique<sup>4</sup>. Plus proche, en France, le cas d'Isabelle Thomas présente malheureusement des similitudes de par le rôle central que semble avoir joué dans son dénouement le refus d'une partie de l'institution à entendre les appels de détresse d'une femme. Maître Steyer, avocate au barreau de Paris, conduit la plainte déposée contre l'Etat par Catherine Thomas, le procès ayant sans doute de fortes chances de poser des jalons pour les évolutions législatives futures.

Qu'est-ce qui fait que parfois les violences puissent être minimisées, y compris par l'institution chargée de protéger tous les citoyens ? Qu'est-ce qui fait que tous les plaignants ne soient pas abordés de façon plus neutre, qu'il y ait encore cet écart ? Cela relève, cela semble évident, encore des représentations sociales.

Les représentations sociales ont ainsi un impact dans le rapport que les individus ont aux femmes, mais aussi sur les horizons de vie et professionnels que celles-ci s'autorisent à avoir. C'est là un chantier qui reste également ouvert pour les études sur le genre en ce qui concerne des domaines comme la publicité ou les manuels scolaires.

### **Cette publication**

Comme il est possible de le voir par tout ce qui a été exposé, les domaines d'étude semblent encore incroyablement nombreux, divers et complexes. L'équipe de rédaction est de ce fait d'autant plus heureuse de présenter dans ce volume autant d'articles susceptibles de les étayer. Celles-ci abordent en effet depuis l'interdisciplinarité des domaines très variés. Cela concerne les représentations sociales émanant des supports les plus quotidiens tels que les nouvelles technologies et les médias, ainsi que les

---

<sup>4</sup> Sara Calleja mit fin à ses jours en 2015 à la suite de deux ans de harcèlement de la part de son ancien compagnon, après que 19 dépôts de plainte, 3 procès et 2 ordres d'éloignement se soient avérés inutiles pour que la justice se résolve à y mettre un terme. Son dernier geste sera d'adresser à la juge qui instruisait le cas une lettre que son fils a rendu publique.

manuels scolaires. Cela touche également l'univers législatif et politique, avec la comparaison de textes de loi en matière de violences de genre ou l'examen de la question de l'entrée en politique de femmes au profil novateur, notamment par les dernières évolutions de la politique espagnole. Si comme on l'a dit les évolutions ne se font pas sans tensions, voire elles se font souvent à force de subversions déclarées, le volume aborde également la questions des luttes sémantiques qui se jouent lors de ces évolutions, avec la question du réinvestissement des corps par les pratiques artistiques, d'autodéfense ou encore par la façon dont on envisage la maternité. Il s'agira également de la façon dont les femmes réinvestissent l'espace. Comme cela ne pouvait en être autrement dans un colloque touchant ces problématiques, les communications envisagent également les questions de reconfiguration culturelle, ainsi que les pratiques de réinvestissement discursif, avec l'étude des pratiques d'autodésignation et d'autoénonciation que l'on peut trouver tant dans la littérature que dans la presse et autres médias.

A ce propos, les interventions des journalistes June Fernández et Aude Lorriaux fournissent un point de vue ancré dans la pratique professionnelle, d'autant plus que June Fernández dirige également une des publications espagnoles les plus lues nées du constat de cette carence dans l'offre journalistique.

L'ensemble des réflexions ainsi proposées nous permettront sans doute de progresser dans cette question épineuse et bien plus politique qu'on ne veut bien l'admettre de l'évolution des représentations sociales. Car, comme nous l'avons vu, ces représentations règlent bel et bien le social, encadrant les possibilités des vies des individus qui conforment une société, pesant sur leur émancipation comme sur leur sujétion. Par-delà la question des droits, émancipation et sujétion sont donc également déterminées par les pratiques et les discours. Or, par-delà les tentatives et/ou réussites réitérées de subversion ou d'infléchissement, pratiques et discours sont toujours également aux prises tant avec les inerties des constructions préalables qu'avec les tentatives de perpétuer l'immobilisme que des secteurs des groupes dominants peuvent mettre en place. Elles se situent donc au sein d'un affrontement perpétuel, les infléchissements n'étant toujours que partiels et progressifs.

Il ne fait pas de doute que notre époque est non seulement celle d'un changement de paradigme, mais encore celle de la multiplication de tensions suscitées par ce

changement, qui oscille entre l'évolution et la réaction, dans un flux représentatif sous-tendu par des enjeux qui sont majeurs : qu'est-ce qu'une véritable pratique démocratique dans laquelle tous les sujets seraient égaux ? que sous-tend la notion d'être humain qui s'est fait le sujet de ces droits ? les institutions peuvent-elles s'affranchir des catégories et des inégalités patriarcales ou bien s'achemine-t-on vers un monde où elles continuent à s'en faire le garant ? Autant de questions auxquelles ce volume espère contribuer à répondre.

### **Œuvres et documents cités :**

Essais :

BUTLER, Judith, *Défaire le genre*, traduction de Maxime Cervulle, Paris, ed. Amsterdam, 2006.

CASTORIADIS, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

GÓMEZ SUÁREZ, Agueda ; PÉREZ FREIRE, Silvia ; VERDUGO MATÉS, Rosa María, *El putero español. Quiénes son y qué buscan los clientes de la prostitución*, Madrid, Los libros de la catarata, 2015.

VALCARCEL, Amelia, *La política de las mujeres*, Madrid, Cátedra, 2012.

~ *Feminismo en un mundo global*, Madrid, Cátedra, 2012.

VARELA, Nuria, *Feminismo para principiantes*, Barcelona, Ediciones B, 2014.

Articles, études, textes de loi :

Ley Orgánica 1/2004, de 28 de diciembre, de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género (dernière consultation, mai 2016).

<https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2004-21760>

MERCIER, Etienne, « Trois salariés sur dix sont victimes de harcèlement moral au travail », Ipsos, 5 de junio de 2000, (dernière consultation, mai 2017).

<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2000-06-05-trois-salaries-sur-dix-sont-victimes-harcelement-moral-au-travail>

MORIN, Violaine. « Les violences faites aux femmes en chiffres ». *Le Monde*, 29 de enero de 2016, (dernière consultation, mai 2017).

[http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/29/les-violences-faites-aux-femmes-en-chiffres\\_4856289\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/29/les-violences-faites-aux-femmes-en-chiffres_4856289_3224.html)

PEYRET, Emmanuelle et Big, « En 2015, une femme sur cinq victime de violences physiques en Europe », *Libération*, 24 de novembre de 2015, (dernière consultation, mai 2017).

[http://www.liberation.fr/france/2015/11/24/en-2015-une-femme-sur-cinq-victime-de-violences-physiques-en-europe\\_1415860](http://www.liberation.fr/france/2015/11/24/en-2015-une-femme-sur-cinq-victime-de-violences-physiques-en-europe_1415860)

PISA 2015 Results (Vol III), OCDE, « Students' Well-Being », (dernière consultation, mai 2017).

[http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/education/pisa-2015-results-volume-iii\\_9789264273856-en#page137](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/education/pisa-2015-results-volume-iii_9789264273856-en#page137)

**Notice biographique** : Sara Calderon est maîtresse de conférence à l'université de Nice depuis 2009. Elle effectue des recherches dans les domaines de la narratologie, les études de genre, la littérature latino-américaine. Elle a publié récemment des articles portant sur des auteur-e-s latino-américain-e-s tel-le-s que Edmundo Paz Soldan, Jorge Volpi et Gioconda Belli ainsi que des cinéastes telles que Lucia Puenzo. Elle est auteure de l'essai *Jorge Volpi ou l'esthétique de l'ambiguïté* publié chez L'Harmattan en 2010.